

CHU DE BORDEAUX

Direction Travaux Incendie Maintenance Energie (DTIME)
12, rue Dubernat
33404 TALENCE Cedex

MARCHE D'ASSURANCES DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE L'EXTENSION DE LA RADIOTHERAPIE DE L'HOPITAL DU HAUT-LEVEQUE

Consultation n° : 25FS058

Assurances :

- Responsabilité Civile du maître d'Ouvrage et ses garanties complémentaires
- Tous Risques Chantier et ses garanties complémentaires
- Dommage-Ouvrage et ses garanties complémentaires

LOT n° : 2

**Cahier des Clauses Techniques Particulières relatif à
l'assurance Tous Risques Chantier et ses garanties
complémentaires**

Sommaire

Chapitre 1 - Garantie Tous Risques Chantier	3
1 Définitions	3
1.1 L'acheteur souscripteur	3
1.2 Assurés	3
1.3 Chantier	3
1.4 Biens assurés	3
2 Nature des garanties	3
2.1 Garantie de base pendant la période de travaux jusqu'à la réception, dite garantie « Tous Risques Chantier »	3
2.2 Garanties complémentaires à la garantie « Tous Risques Chantiers »	4
2.2.1 Garantie « Maintenance visite »	4
2.2.2 Garantie aux existants	4
2.2.3 Garantie pour les frais consécutifs à un dommage garanti dite garantie « frais »	4
2.2.4 Garantie catastrophes naturelles (article L 125-1 du code des assurances)	5
2.2.5 Garantie attentat et actes de terrorisme (article L 126-2 du code des assurances)	5
3 Montants des garanties	5
3.1 Garantie « Tous Risques Chantier »	5
3.2 Garanties complémentaires	5
3.2.1 Garantie « Maintenance visite »	5
3.2.2 Garantie aux existants (le cas échéant)	5
3.2.3 Garantie « frais »	6
3.2.4 Garantie catastrophes naturelles	6
3.2.5 Garantie attentat et actes de terrorisme	6
3.3 Reconstitution de garantie	6
4 Franchise	7
4.1 Montant de la franchise	7
4.2 Clause des 72 heures	7
5 Exclusions	7
5.1 Exclusions communes à la TRC et ses garanties complémentaires	7
5.2 Exclusions spécifiques à la garantie maintenance visite	8
6 Point de départ et durée des garanties	8
6.1 Garanties pendant la période de construction	8
6.1.1 Durée des garanties	8
6.1.2 Reprise du passé	8
6.1.3 Prolongation de la durée des garanties.	9
6.1.4 Arrêt de chantier	9
6.2 Garanties pendant la période de maintenance	9
7 Déclaration de sinistre, procédure d'expertise et règlement d'indemnisation	9
7.1 Détermination de l'indemnité	9
7.2 Modalités de règlement de l'indemnité	9
Chapitre 2 - Garantie Catastrophes naturelles	10
1 Objet de la garantie	10
2 Précision sur l'étendue de la garantie	10
3 Mise en jeu de la garantie	10
4 Franchise	10
5 Territorialité	11
6 Obligation de l'assuré	11
7 Obligation de l'assureur	11

Chapitre 1 - Garantie Tous Risques Chantier

1 Définitions

1.1 L'acheteur souscripteur

L'identité et les coordonnées de l'acheteur souscripteur sont mentionnées dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché.

1.2 Assurés

- La personne morale ayant qualité de maître d'ouvrage mentionnée dans la fiche de présentation de l'opération jointe au présent marché et, ses mandataires et assistants jusqu'à la réception ;
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, Ingénieurs, Techniciens liés au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ainsi que leurs sous-traitants, participant à la réalisation de l'ouvrage sur le site du chantier ;
- Les entreprises liées au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ainsi que leurs sous-traitants, participant à la réalisation de l'ouvrage sur le site du chantier ;
- Les contrôleurs techniques ;
- Les fournisseurs s'ils interviennent sur le site du chantier ;
- Les conseils, assistants, consultants, associés, mandataires, préposés, des intervenants désignés ci-dessus ;
- D'une manière générale tout intervenant sur le chantier, même non désigné dans la police pour autant que le montant de ses prestations soit intégré à l'assiette du coût de l'opération déclarée.

Il est également convenu que l'assureur du présent contrat renonce à tout recours contre les assurés désignés ci-dessus ainsi que contre leurs assureurs de responsabilité civile.

Les assureurs pourront exercer un recours contre les fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement de la réparation des dommages.

1.3 Chantier

Il s'agit des zones allouées par le Maître d'ouvrage à l'ensemble des assurés pour mener à bien la réalisation de l'opération. Plus précisément c'est le lieu d'édification de l'ouvrage définitif objet de l'opération de construction.

1.4 Biens assurés

Les biens assurés s'entendent de l'ouvrage objet de l'opération de construction ainsi que des ouvrages provisoires ou permanents prévus au marché ou nécessaires à son exécution, des machines, machineries, matériaux et éléments d'équipement déchargés sur le site du chantier, destinés à faire partie intégrante de l'ouvrage, des études, plans, dessins, notes de calcul, contrôles et essais de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre.

2 Nature des garanties

2.1 Garantie de base pendant la période de travaux jusqu'à la réception, dite garantie « Tous Risques Chantier »

La police « Tous risques chantier » a pour objet de garantir, pendant la période de construction de l'ouvrage, le paiement de tous les dommages matériels subis par les biens assurés dès lors qu'ils se trouvent sur le site du chantier, quelle qu'en soit l'origine.

Sont notamment garantis, sous réserve des exclusions mentionnées supra, les dommages résultant :

- D'erreurs et/ou défauts de conception, de calcul, de plan ou d'atelier, de fabrication, de démolition, de démontage, de construction, de montage, d'assemblage, de stockage et/ou de mise en œuvre (les dommages à la partie viciée étant également compris dans la garantie), d'un vice de matière, des matériaux ou matières premières.
- D'un effondrement des ouvrages garantis, quelle qu'en soit l'origine,
- D'incendie, d'explosions, des eaux, de la foudre, du gel, de la grêle, de tempête, de glissement ou d'affaissement de terrains,
- De grèves, d'émeutes, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme, de sabotage ou de vandalisme et d'attentats dans le cadre d'actions concertées ou non,
- De catastrophes naturelles, dans les conditions fixées par la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 et ses textes d'application ou d'événements naturels.

Sont inclus dans la garantie, pour autant qu'ils soient consécutifs à un sinistre garanti :

- Les frais de déblaiement, nettoyage, démolition des biens assurés sinistrés ;
- Les frais de transports effectués par voie terrestre, maritime, fluviale ainsi que les frais de douane, sous réserve qu'ils aient été inclus dans la valeur de l'ouvrage.

2.2 Garanties complémentaires à la garantie « Tous Risques Chantiers »

2.2.1 Garantie « Maintenance visite »

Est garanti le paiement de tous dommages matériels, subis, par tout ou partie de l'ouvrage, imputables à l'assuré, à l'occasion de l'accomplissement des seules obligations contractuelles qui lui incombent, conformément à son marché, lorsqu'il revient sur le chantier à l'occasion des visites de contrôle, d'entretien ou de réparation et levée de réserves.

2.2.2 Garantie aux existants

La garantie aux existants couvre les dommages matériels subis par les existants pendant et du fait de l'exécution des travaux objet du marché, à l'exclusion des propres défauts des ouvrages existants ou des parties d'ouvrages préexistantes.

2.2.3 Garantie pour les frais consécutifs à un dommage garanti dite garantie « frais »

Sont garantis, sous réserve qu'ils soient consécutifs d'un sinistre garanti :

- ☒ Les frais de déblaiement et démolition.

Les frais de démolition, nettoyage, déblaiement, retraitement, sauvetages nécessaires à la réparation des biens assurés ou pour la poursuite de l'opération.

- ☒ Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement

Les frais exposés par l'assuré pour faire face à une menace grave et imminente d'effondrement ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garanti par le présent marché.

- ☒ Frais de réparation provisoire

Les frais de réparation provisoire ou de fortune qu'il est nécessaire d'engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l'utilisation de l'ouvrage à la date prévue sous réserve de l'accord de l'assureur.

- ☒ Honoraires des hommes de l'art

Les honoraires des hommes de l'art (bureaux d'études, d'architectes, ... de tout organisme spécialisé choisis par l'assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de maîtrise d'œuvre de l'opération.

☒ Honoraires d'expert

Frais et honoraires d'expert que l'assuré aura lui-même choisi et nommé dans la limite de l'application du barème professionnel et du montant réellement payé.

☒ Heures supplémentaires

Les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de mains d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit.

☒ Frais de transport

Les frais de transport aérien, express, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires.

2.2.4 Garantie catastrophes naturelles (article L 125-1 du code des assurances)

En application de l'article L125-1 du code des assurances, la souscription de la garantie Tous risques chantier au titre du présent marché ouvre droit à la garantie de l'assuré contre les effets et catastrophes naturelles dont ceux des affaissements de terrain dus à des cavités souterraines et à des marnières sur les biens faisant l'objet du présent marché.

Sont garantis la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens assurés par le contrat, ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

Pour plus de détails concernant cette garantie se reporter au CHAPITRE 2 des présentes, intitulé « GARANTIE CATASTROPHES NATURELLES ».

2.2.5 Garantie attentat et actes de terrorisme (article L 126-2 du code des assurances)

En application de l'article L126-2 du code des assurances, la souscription de la garantie Tous risques chantier au titre du présent marché ouvre droit à la garantie de l'assuré pour les dommages matériels directs causés aux biens assurés par un attentat ou un acte de terrorisme tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du code pénal subis sur le territoire national.

La réparation des dommages matériels, y compris les frais de décontamination, et la réparation des dommages immatériels consécutifs à ces dommages sont couvertes dans les limites de franchise et de plafond fixés au marché au titre de la garantie tous risques chantier.

3 Montants des garanties

3.1 Garantie « Tous Risques Chantier »

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au **coût prévisionnel de l'opération immobilière objet du marché** (montant prévisionnel des travaux et honoraires techniques).

3.2 Garanties complémentaires

3.2.1 Garantie « Maintenance visite »

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur au **coût prévisionnel de l'opération immobilière objet du marché** (montant prévisionnel TTC des travaux et honoraires techniques).

3.2.2 Garantie aux existants (le cas échéant)

Le montant global de la garantie est **fixé à l'acte d'engagement**. En tout état de cause il ne doit pas être inférieur à **10 % du coût prévisionnel de l'opération immobilière objet du marché** (montant prévisionnel des travaux et honoraires techniques).

3.2.3 Garantie « frais »

Les montants afférents à chaque type de frais sont **fixés à l'acte d'engagement**

3.2.4 Garantie catastrophes naturelles

La réparation des dommages matériels et la réparation des dommages immatériels consécutifs à ces dommages sont couvertes dans les limites des plafonds fixés au contrat au titre de la garantie Tous risques chantier.

3.2.5 Garantie attentat et actes de terrorisme

La réparation des dommages matériels, y compris les frais de décontamination, et la réparation des dommages immatériels consécutifs à ces dommages sont couvertes dans les limites des plafonds fixés au contrat au titre de la garantie tous risques chantier.

3.3 Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par l'assuré, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

4 Franchise

4.1 Montant de la franchise

Franchise par sinistre applicable à la TRC et ses garanties complémentaires [sauf garantie Cat Nat(*)] :

30.000 € (QUARANTE MILLE EUROS).

Constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages matériels consécutifs à un même évènement ou résultant d'une même cause technique, évènement, fait générateur.

(*) à l'exception de la garantie CAT NAT pour laquelle seront appliquées les franchises réglementaires cf. Annexe I art. A125- 1 d) Franchise du code des assurances.

4.2 Clause des 72 heures

Pour l'application des franchises prévues au marché, toutes pertes ou dommages causés par des évènements naturels tels que tempête, inondation, tremblement de terre ou résultant de glissement de terrain, effondrement ou autre mouvement de terrain relatifs aux dits évènements, survenant pendant toute période de 72 heures, consécutives, et ayant comme origine le même fait générateur, seront considérés comme constituant un seul et même sinistre et taxables d'une seule franchise.

La fixation d'une telle période de 72 heures résultera des faits ou, à défaut des dires de l'assuré, étant entendu et accepté qu'il ne peut y avoir de chevauchement de deux (ou plus) périodes de 72 heures.

Rien de ce qui précède ne saurait être interprété comme limitant le droit pour l'Assuré d'être indemnisé sous déduction d'une seule franchise en cas de sinistre causé par la survenance d'un évènement naturel tel que défini ci-dessus dont les effets se prolongent sans interruption sur une période de plus de 72 heures.

5 Exclusions

5.1 Exclusions communes à la TRC et ses garanties complémentaires

En sus des exclusions légales rappelées au Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à toutes les garanties, les exclusions particulières à l'assurance « Tous Risques Chantier » décrites ci-après doivent être les seules exclusions spéciales prises en compte pour cette garantie :

- LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.
- LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES INTENTIONNELLEMENT PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE OU AVEC LEUR COMPLICITÉ.
- **LES PERTES OU DOMMAGES DUS A L'USURE, LA CORROSION, LA ROUILLE, OU UNE DETERIORATION PROGRESSIVE, OU A DES RAYURES SUR DES SURFACES PEINTES OU POLIES ; ETANT ENTENDU QUE RESTENT GARANTIS :**
 - ✓ LES PERTES OU DOMMAGES EXTERIEURS A LA PARTIE DIRECTEMENT ATTEINTE PAR LEDIT PHENOMENE PROGRESSIF QUI EN EST A L'ORIGINE ;
 - ✓ LES PERTES OU DOMMAGES MEME DIRECTS ; CONSECUTIFS A UN EVENEMENT ACCIDENTEL.
- TOUS LES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES ENTRAÎNÉS POUR :
 - ✓ SUPPRIMER UNE MALFAÇON N'AYANT PAS ENTRAÎNÉ DE DOMMAGES MATÉRIELS AUX BIENS ASSURÉS ;
 - ✓ RECHERCHER ET/OU SUPPRIMER DES DÉFAUTS, POUR RECTIFIER DES VICES DE PLANS OU POUR METTRE LES BIENS ASSURÉS EN CONFORMITÉ AVEC LES SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DU MARCHÉ OU AVEC LES PRESCRIPTIONS DES TEXTES LÉGAUX, RÉGLEMENTAIRES OU NORMATIFS ;

TOUTEFOIS LES DOMMAGES MATÉRIELS QUI SERAIENT DIRECTEMENT CONSÉCUTIFS À CES DÉFAUTS OU À CES VICES DE PLANS SONT GARANTIS, Y COMPRIS CEUX AFFECTANT LA PARTIE VICIÉE ELLE-MÊME.

- LES PERTES DE JOUISSANCE, LES PREJUDICES IMMATERIELS AINSI QUE LES PENALITES CONTRACTUELLES.
- SONT EXCLUS LES PERTES OU MANQUANTS DECOUVERTS LORS D'UN INVENTAIRE.
- SONT EGALEMENT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE DES RESERVES ECRITES EMISES PAR LE BUREAU DE CONTROLE OU LE MAITRE D'OEUVRE, SI CES RESERVES N'ONT PAS ETE LEVEES OU S'IL EST PROUVE, A DIRE D'EXPERT, QUE L'ASSURE CONCERNE PAR CES RESERVES N'A PAS MIS LA DILIGENCE NECESSAIRE POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.
- **LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES ENGINS DE CHANTIER**, LES INSTALLATIONS DE CHANTIER OU LES MATERIELS DE CHANTIER.
- TOUS DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSION COUVERTS PAR UNE POLICE "MULTIRISQUES" SUR LES PARTIES RECEPTIONNEES.

5.2 Exclusions spécifiques à la garantie maintenance visite

SONT exclus de la garantie :

- LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE OU D'UNE EXPLOSION.
- LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES DES CONSTRUCTEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 1792 ET SUIVANTS ET 2270-2 DU CODE CIVIL ;

6 Point de départ et durée des garanties

6.1 Garanties pendant la période de construction

6.1.1 Durée des garanties

Les garanties prennent effet à la date de notification du marché.

Il est précisé que si la date de prise d'effet du marché d'assurance est postérieure à la date d'ouverture du chantier, la garantie s'applique aux biens assurés réalisés ou se trouvant sur le site antérieurement à la date de prise d'effet du contrat.

Seront couverts les sinistres ou dommages intervenus après la prise d'effet du contrat y compris ceux affectant des ouvrages déjà réalisés avant la prise d'effet du contrat. Mais les dommages ou sinistres connus du Maître d'ouvrage, de son mandataire ou des intervenants, avant la prise d'effet du contrat sont exclus (absence d'aléa).

Les garanties se terminent à la date prévisionnelle de réception des ouvrages à l'exception de la garantie Maintenance visite qui s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement.

6.1.2 Reprise du passé

La garantie s'applique à la partie de l'opération de construction réalisée antérieurement à la prise d'effet du contrat. Sont seuls exclus les pertes ou dommages susceptibles de relever de la garantie du contrat et dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Il est entendu que la garantie s'applique aux pertes ou dommages survenus après la date d'effet et dont l'origine serait antérieure à la prise d'effet sous les mêmes réserves que ci-dessus.

Il appartient toujours à l'assureur d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance de tels événements antérieurement à la date de souscription du marché d'assurances ou à sa date d'effet si elle est antérieure à celle de sa souscription.

6.1.3 Prolongation de la durée des garanties.

Voir l'article du CCAP y afférant.

6.1.4 Arrêt de chantier

Voir l'article du CCAP y afférant.

6.2 Garanties pendant la période de maintenance

La garantie « maintenance visite » commence aussitôt après la fin de la période de la garantie de base « Tous Risques Chantier » et s'applique pour une durée de 12 mois à compter de la réception définitive de l'ouvrage.

7 Déclaration de sinistre, procédure d'expertise et règlement d'indemnisation

Voir article du CCAP du présent marché relatif à la déclaration de sinistre.

En complément des dispositions du CCAP applicables en la matière, il est précisé les points suivants :

7.1 Détermination de l'indemnité

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redevienne conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes.

En cas de sinistre avec réparation impossible, l'indemnité sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage d'origine indexé à la date du sinistre.

En cas de sinistre le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) chargé(s) des travaux de réparation établira(ont) ses (leurs) devis conformément aux dispositions mentionnées dans les pièces de son (leur) marché de travaux (Acte d'engagement, cahiers des charges (CCAP et CCAG) notamment). L'assureur accepte que le montant des travaux de reprise soit établi selon lesdites dispositions précitées et renonce à demander toute forme de diminution ou abattement sur le montant des travaux de reprise.

7.2 Modalités de règlement de l'indemnité

L'assureur indemnise l'assuré (le Maître d'ouvrage) à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.

Chapitre 2 - Garantie Catastrophes naturelles

La loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (art. L.125-1 à L.125-6 du code des assurances) a pour but l'indemnisation des biens assurés suite à une catastrophe naturelle par un mécanisme faisant appel à une solidarité nationale.

Cf. ANNEXE du présent CCTP « **Clauses types applicables aux contrats d'assurance mentionnés à l'article L. 125-1 (premier alinéa) du code des assurances** –suivant les dispositions de l'Annexe I art. A125-1 du code des assurances.

1 Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet, de garantir à l'assuré en application des dispositions des articles L 125-1 et suivants du Code des assurances la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables subis par les biens assurés - situés sur le territoire concerné - ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

2 Précision sur l'étendue de la garantie

Cette garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur et dans les limites fixées dans l'acte d'engagement et les conditions prévues par le présent chapitre lors de la première manifestation du risque.

3 Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Il est précisé que les dispositions prévues au 10.1 ci-dessus ne s'appliquent :

- Ni aux biens, ni aux activités, situés dans **les terrains classés inconstructibles** par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé dans les conditions prévues par la loi n°87- 565 du 22 juillet 1987, à l'exception de ceux existant antérieurement à la publication de ce plan ;
- Ni aux biens immobiliers construits et aux activités exercées **en violation des règles administratives en vigueur** lors de leur mise en place et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

4 Franchise

En application de l'Annexe I art. A125-1 d) Franchise du code des assurances le montant de la franchise est égal 10 % du montant des dommages matériels directs non assurables subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum de 1 140 euros ; sauf en ce qui concerne les dommages imputables aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et/ ou à la réhydratation brutale des sols, pour lesquels ce minimum est fixé à 3 050 euros.

Dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque (*) faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, la franchise est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque au cours des 5 années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes.

(*) par risque il faut comprendre l'évènement naturel (ex : inondation, avalanche, etc.)

- Première et deuxième constatation : application de la franchise ;
- Troisième constatation : doublement de la franchise applicable ;
- Quatrième constatation : triplement de la franchise applicable ;
- Cinquième constatation et constatations suivantes : quadruplement de la franchise applicable.

Les dispositions de l'alinéa précédent cessent de s'appliquer à compter de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque faisant l'objet de la constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. Elles reprennent leurs effets en l'absence d'approbation du plan précité dans le délai de quatre ans à compter de la date de l'arrêté de prescription du plan de prévention des risques naturels.

5 Territorialité

La couverture s'exerce pour les biens situés en France métropolitaine, dans les départements d'Outremer, dans les îles Wallis et Futuna et dans les collectivités territoriales de Mayotte, Saint Pierre et Miquelon.

6 Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les **dix jours** suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

7 Obligation de l'assureur

L'assureur doit verser le montant de l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif de ses biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle, si celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

----- Fin du document -----